

NUCLÉAIRE VERT

Alors que l'Union européenne s'apprête à définir ce qu'est une énergie verte, les chefs d'État et de gouvernement de sept pays, dont la France, défendent le rôle de l'énergie nucléaire auprès de la Commission dans une lettre rendue publique jeudi.

10,7 %

C'est la hausse moyenne qu'a enregistrée en dix ans la facture d'eau en France. L'écart d'une ville à l'autre varie du simple au quintuple, selon 60 Millions de consommateurs.

Une planète et des hommes

A les observer réviser dans l'herbe ou se dégourdir les jambes entre les allées arborées, les étudiants montrent pour leur campus un attachement évident. Chaque admis à AgroParisTech passe sa première année sur le site de Grignon, dans les Yvelines. Au programme : amitiés pour la vie, fierté d'apprendre le métier d'ingénieur du vivant dans la plus illustre des écoles d'agronomie françaises et souvenirs inoubliables. Ceux des 330 élèves de la promotion actuelle, la 195, le seront d'autant plus. Lundi 15 mars au soir, une majorité d'étudiants votaient pour le blocage des lieux. La « prise de Grignon » s'est faite le lendemain, sans violences. Depuis, accrochée à l'entrée principale, une banderole donne le ton : « Parce que Grignon c'est notre patrimoine national, un haut lieu de biodiversité, un symbole de l'agroécologie, ne le sacrifions pas sur l'autel du profit. »

Depuis 1826, ce qui était à l'époque l'Institut royal agronomique de Grignon forme des générations d'ingénieurs agricoles. Près de 200 ans plus tard, alors que le déménagement d'AgroParisTech sur le plateau de Saclay (Essonne) est décidé de longue date, l'État cherche à vendre le domaine. Dont acte, mais pas à n'importe qui, répondent les étudiants. « Ici, il y a une diversité des sols incroyable, c'est l'endroit rêvé pour apprendre le métier », lâche Elias, alors que son doigt pointe vers un panorama illuminé par un ciel printanier, où se confondent champs et forêts. Le site en compte plus de 200 hectares. « L'esprit scientifique et la recherche sont le cœur des lieux. Nous serions embêtés que cela devienne un hôtel de luxe », ajoute Paul.

Pousser le gouvernement à revoir sa copie

Aucune référence à ces enjeux n'apparaît dans l'appel à projets en vue de la cession. Pas de mention de l'agroécologie ou à la biodiversité dans les critères de choix, mais une analyse basée sur « les capacités financières d'investissement » ainsi que « l'organisation, les intentions et la motivation du candidat au regard notamment des enjeux urbains, patrimoniaux et économiques ».

Les prétendants avaient jusqu'à ce vendredi, à midi, pour déposer leur offre. Avec leur occupation, les étudiants-ingénieurs veulent pousser le gouvernement à revoir sa copie. Et dénoncent l'opacité dans laquelle s'opère le processus de vente. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir alerté.

Le déménagement à Saclay, voté d'un cheveu en 2015 par le conseil d'administration composé pour moitié de représentants nommés par l'État, est resté en travers de la gorge de beaucoup d'enseignants-chercheurs et d'anciens élèves. Plusieurs épisodes ont rythmé l'histoire depuis, de l'opposition au projet de rachat



Le blocage du site d'AgroParisTech a été voté, le 15 mars, par une majorité d'étudiants de l'école. Magali Bragard

du PSG, le club de foot en 2016, à une délibération du CA en septembre 2020 demandant un droit de regard sur la procédure de vente du site de Grignon.

Quatre projets seraient aujourd'hui toujours en course, dont deux portés par des promoteurs immobiliers privés. « Ce dont nous ne voulons pas, c'est de beaucoup de logements. Il faut préserver l'identité agricole du site, et idéalement rendre aux habitants l'accès au parc et à cette zone naturelle préservée », déclare Nadine Gohard, maire de Thiverval-Grignon (sans étiquette). Avant la tempête de 1999, les riverains pouvaient profiter librement de ces espaces verts. « Je suis donc plutôt en phase avec les étudiants », complète l'édile.

Il sera de toute façon délicat de réaménager n'importe comment. Plan local d'urbanisme restrictif, château du XVII^e siècle classé aux monuments historiques, deux tiers du parc protégés par une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique, arboretum datant de 1873 riche de plus de 200 essences d'arbres... Autant d'atouts que le ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, qui a étudié sur le campus de Grignon, ne peut ignorer. « C'est pour cela que notre revendication principale, c'est de le rencontrer. La volonté politique ne peut venir que de lui, pas de la direction immobilière de l'État (DIE), qui ne fait qu'exécuter, reprend Elias. Nous avons échangé avec un de ses conseillers, qui ne connaissait pas le dossier. Puis avec la DIE, qui a tenté de nous rassurer. Mais lorsque l'on parlait agroécologie, on nous répondait isolation thermique des bâtiments... »

Julien Denormandie leur a même proposé, dans une lettre datée du 23 mars que l'Humanité s'est procurée, de s'entretenir avec eux « avant la fin du processus d'appel à projets » et une fois que « les conditions d'un accès libre (au site) auront été rétablies ». Ultimatum refusé en AG. « Lever le blocage, c'est perdre notre seul moyen de pression. Nous ne voulons pas organiser cette rencontre dans l'urgence et sans garanties », souligne Paul. Mais les étudiants ne boudent pas leur fierté : si la victoire est encore loin, ils ont obtenu en à peine deux semaines une attention inespérée. Les soutiens politiques commencent à affluer partout à gauche et un rassemblement était prévu ce vendredi, à 14 heures, devant l'entrée du domaine. Ce qui devait rester une vente confidentielle se transforme en borborygme médiatisé pour le ministère de l'Agriculture. ●

LUCAS MARTIN-BRODZICKI

291
HECTARES
C'EST LA SUPERFICIE
TOTALE CONCERNÉE
PAR L'APPEL À PROJETS
EN VUE DE LA CESSIION.